



Les Français face à la perspective de la hausse des impôts

Réf : n°110519

Vos contacts Ifop :

Frédéric Dabi : frederic.dabi@ifop.com

Adeline Merceron : adeline.merceron@ifop.com

Laure Bonneval : laure.bonneval@ifop.com

Juin 2012

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Acteurs Publics

Echantillon :

Echantillon de **1014 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

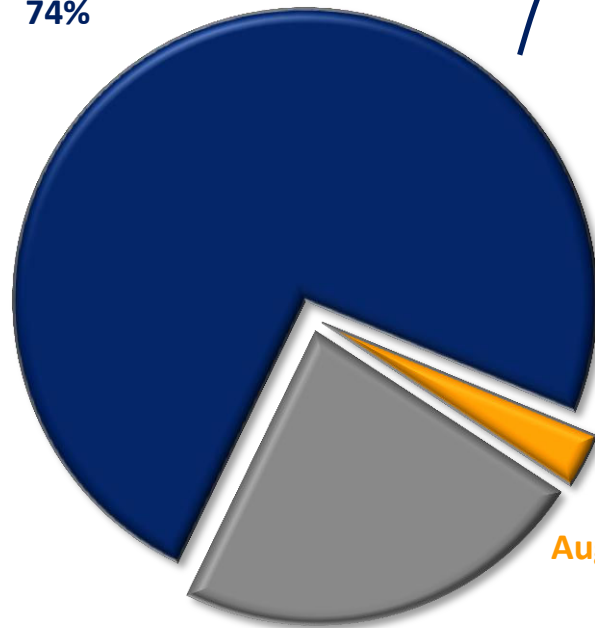
Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

Du 12 au 14 Juin 2012

Question : Pour ramener les comptes à l'équilibre, le gouvernement doit-il avant tout ... ?

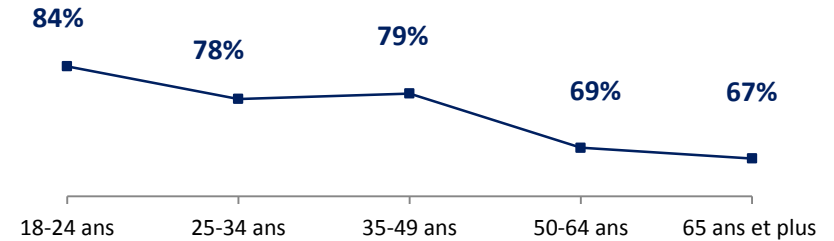
Réduire les dépenses publiques
74%



Augmenter les impôts
3%

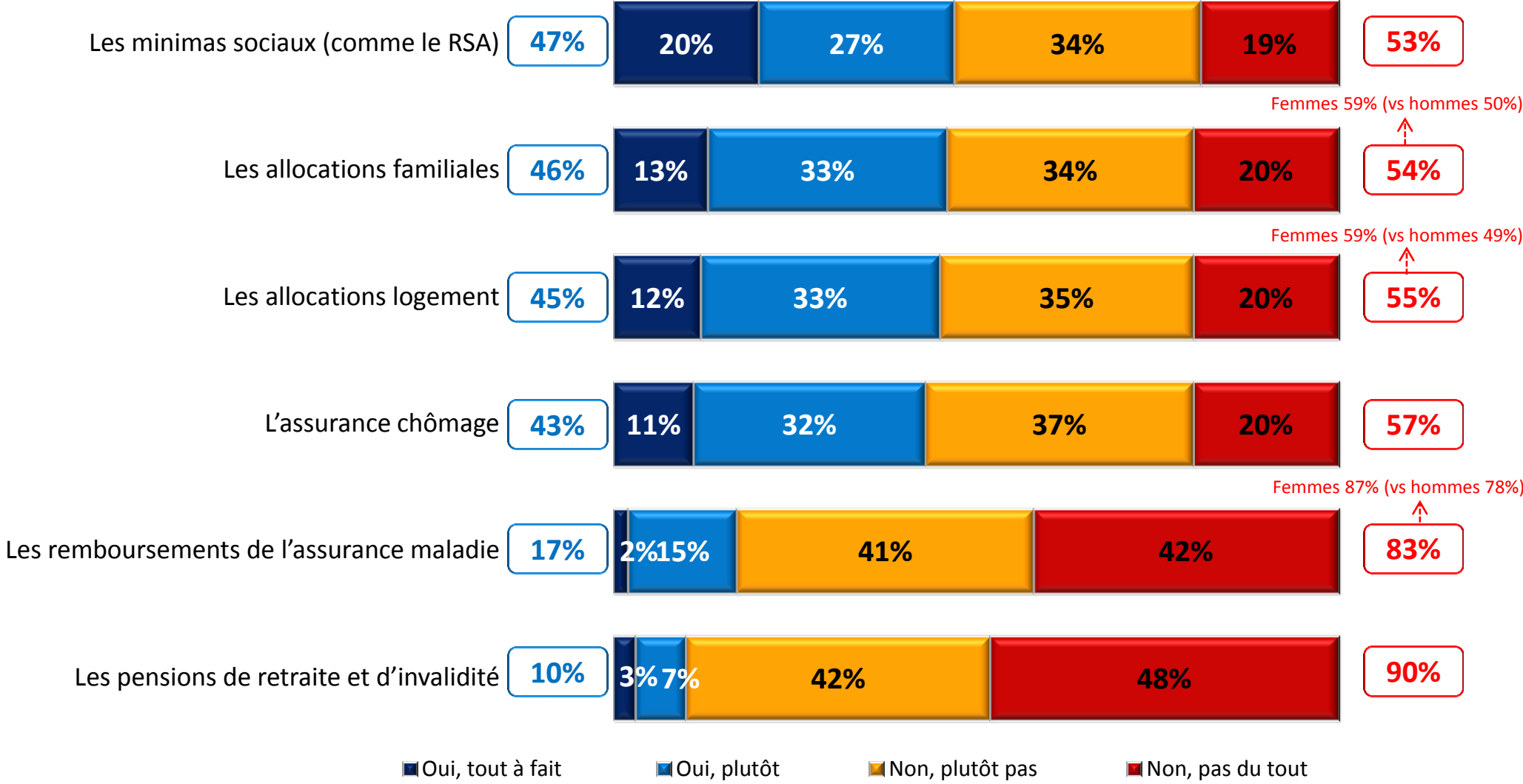
Les deux
23%

« Réduire les dépenses publiques » selon l'âge



Détail des résultats selon la proximité politique	Réduire les dépenses publiques	Augmenter les impôts	Les deux
Sympathisants de gauche	53%	6%	41%
- dont sympathisants du Front de gauche	51%	15%	34%
- dont sympathisants PS	51%	4%	45%
- dont sympathisants EE/les Verts	59%	8%	33%
Sympathisants du Modem	73%	1%	26%
Sympathisants de droite	89%	1%	10%
- dont sympathisants UMP	88%	1%	11%
- dont sympathisants FN	90%	1%	9%

Question : Pour chacune des prestations suivantes, accepteriez-vous de voir réduire leur montant ?

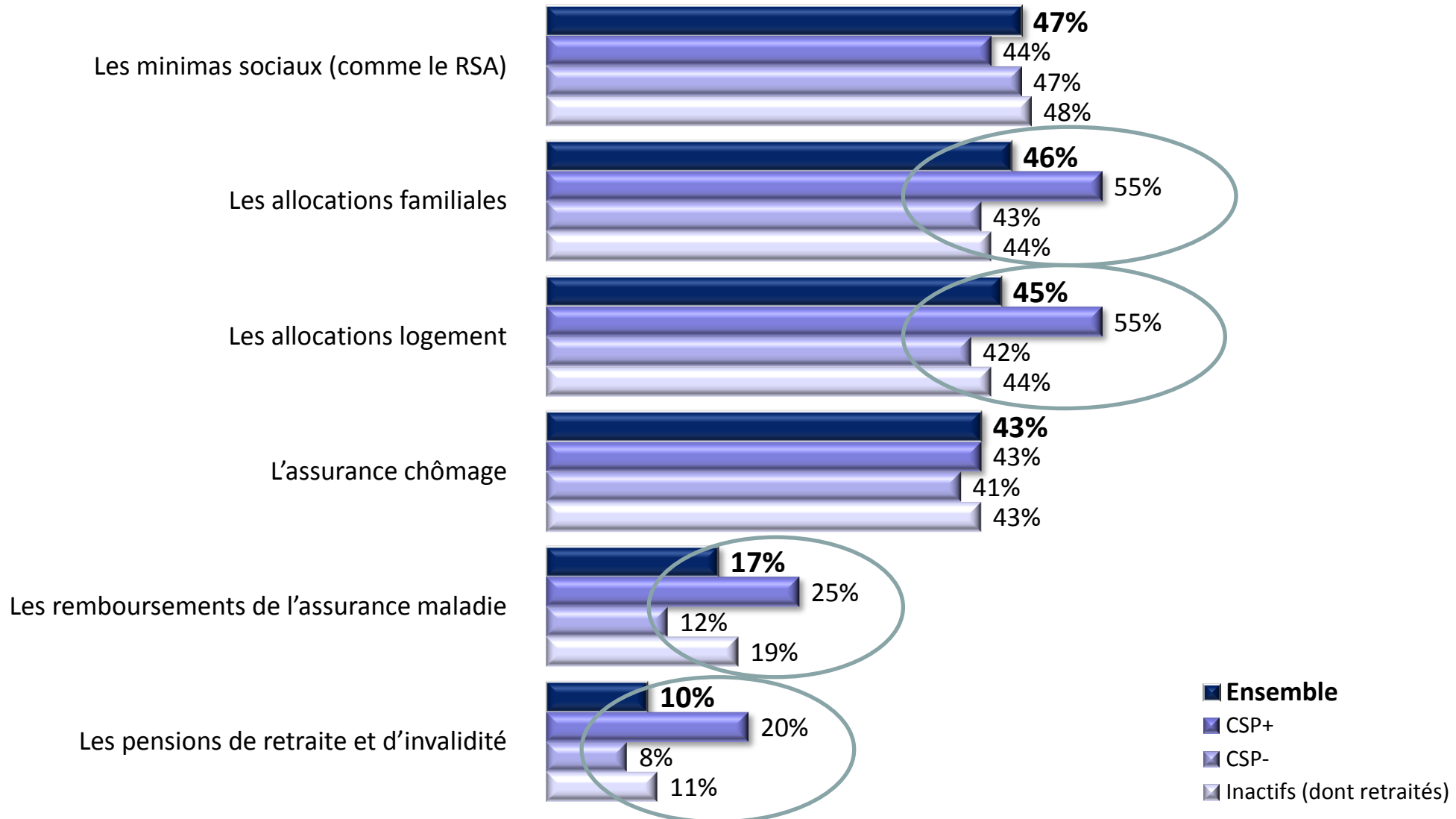


Les prestations dont le montant pourrait être réduit

- Selon la catégorie socioprofessionnelle -

Question : Pour chacune des prestations suivantes, accepteriez-vous de voir réduire leur montant ?

- Total oui -



Les prestations dont le montant pourrait être réduit

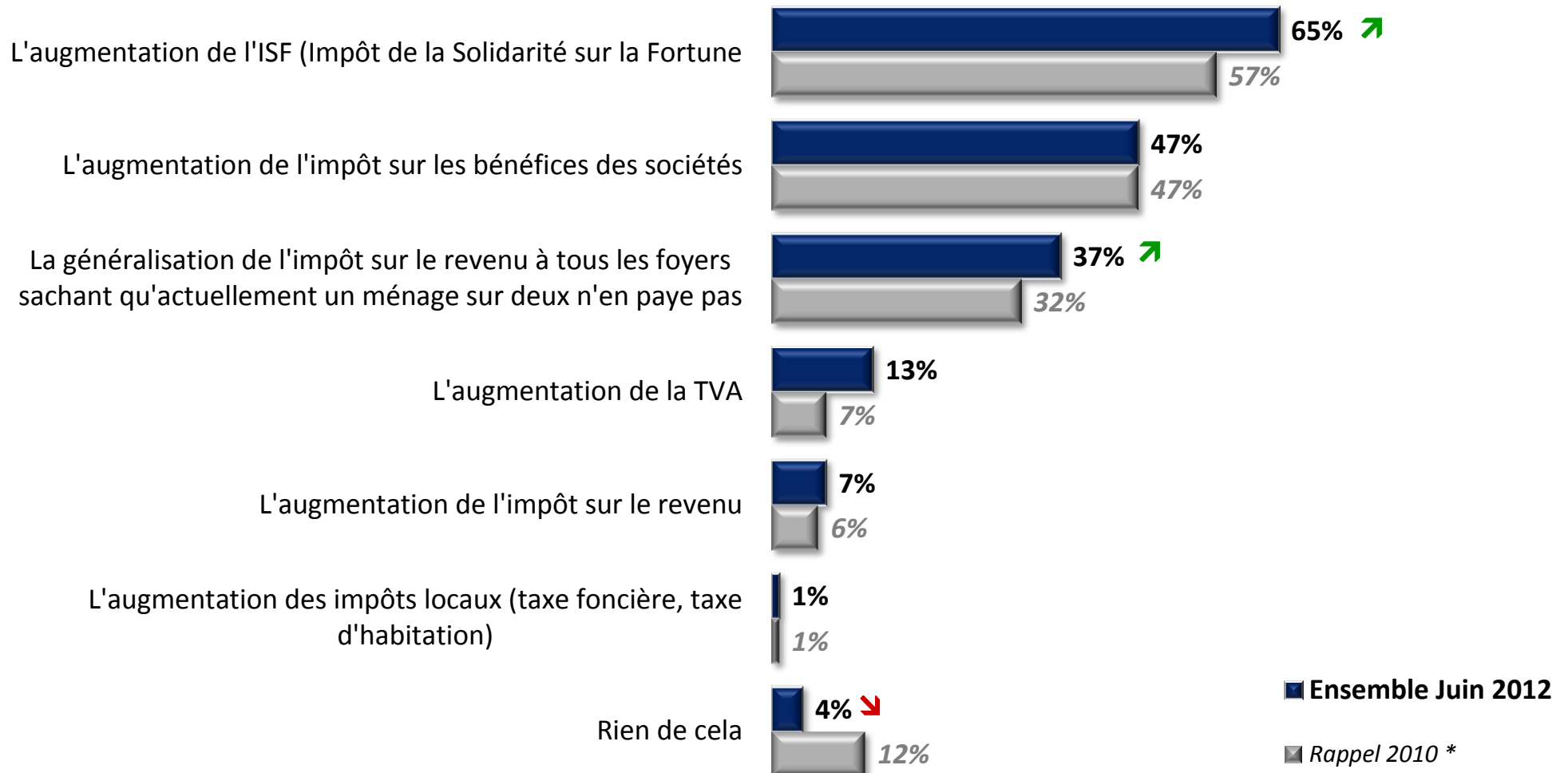
Selon la proximité politique

Question : Pour chacune des prestations suivantes, accepteriez-vous de voir réduire leur montant ?

- Total oui -

	Les minimas sociaux (comme le RSA)	Les allocations familiales	Les allocations logement	L'assurance chômage	Les remboursements de l'assurance maladie	Les pensions de retraite et d'invalidité
Ensemble des Français	47%	46%	45%	43%	17%	10%
Sympathisants de gauche	30%	38%	36%	29%	12%	9%
- dont sympathisants du Front de gauche	24%	26%	26%	19%	12%	11%
- dont sympathisants PS	30%	40%	38%	29%	13%	7%
- dont sympathisants EE/ les Verts	30%	44%	30%	40%	13%	11%
Sympathisants du Modem	50%	48%	48%	45%	21%	8%
Sympathisants de droite	62%	54%	59%	55%	22%	12%
- dont sympathisants UMP	61%	57%	60%	58%	23%	13%
- dont sympathisants FN	68%	49%	61%	51%	16%	8%

Question : Et si l'on devait augmenter les prélèvements obligatoires, cela devrait passer d'abord par ... ?



Le type d'imposition à privilégier en cas d'augmentation des prélèvements obligatoires

Question : Et si l'on devait augmenter les prélèvements obligatoires, cela devrait passer d'abord par ... ?

	L'augmentation de l'ISF (Impôt de la Solidarité sur la Fortune)	L'augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés	La généralisation de l'impôt sur le revenu à tous les foyers	L'augmentation de la TVA	L'augmentation de l'impôt sur le revenu	L'augmentation des impôts locaux	Rien de cela
Ensemble des Français	65%	47%	37%	13%	7%	1%	4%

Selon la catégorie socioprofessionnelle

CSP+	55%	38%	43%	17%	9%	0%	3%
Profession intermédiaire	70%	41%	40%	6%	8%	1%	8%
CSP-	77%	53%	29%	5%	3%	3%	5%
Retraité	54%	51%	45%	24%	7%	0%	2%
Autre inactif	68%	44%	28%	12%	8%	2%	5%

Selon la proximité politique

Sympathisants de gauche	81%	61%	26%	5%	10%	1%	2%
- dont sympathisants du Front de gauche	88%	75%	12%	2%	3%	3%	0%
- dont sympathisants PS	78%	58%	28%	6%	12%	0%	1%
- dont sympathisants EE/ les Verts	83%	62%	35%	0%	6%	3%	3%
Sympathisants du Modem	55%	40%	52%	24%	6%	5%	0%
Sympathisants de droite	51%	36%	48%	23%	5%	0%	6%
- dont sympathisants UMP	45%	29%	53%	29%	5%	0%	5%
- dont sympathisants FN	67%	52%	38%	8%	4%	0%	7%

Alors que les débats sur une réforme fiscale à venir et, plus largement, les réponses politiques à apporter pour rééquilibrer les comptes du pays ont occupé une place centrale lors de la campagne pour l'élection présidentielle, Acteurs Publics et l'Ifop ont interrogé les Français en vue de cerner leur(s) opinion(s) à ce sujet.

Une prédilection de principe des Français pour une réduction des dépenses...

Dans un contexte où l'inquiétude des Français à l'égard de la dette et des déficits est confirmée par toutes les enquêtes d'opinion, **la nécessité d'une réduction des dépenses publiques est largement perçue par les Français : près des $\frac{3}{4}$ d'entre eux (74%) optent pour cette solution lorsque seulement 3% considèrent une augmentation des impôts comme la voie prioritaire.** Implicitement, cette désaffection apparente pour une hausse des impôts trouve sans nul doute son origine dans une crainte largement partagée de voir ses propres impôts augmenter. L'approche double, consistant à **combiner baisse des dépenses publiques et hausse des recettes fiscales se prévaut quant à elle d'un soutien minoritaire mais non négligeable (23%).** La préférence pour cette option conjointe (réduction des dépenses et hausses des impôts) trouve un écho particulier, sans pour autant être massif, auprès des sympathisants socialistes (45%) et des retraités (31%). Auprès de cette dernière catégorie, l'hypothèse d'une stricte réduction des dépenses suscite par ricochet une adhésion moindre, sans doute par crainte de voir réduit le montant des pensions de retraite.

... mais dont la traduction au travers de mesures concrètes divise

Néanmoins, et ceci vient nuancer la prédilection apparente des Français pour une réduction des dépenses publiques, **aucune majorité ne se détache lorsqu'il s'agit de désigner une prestation sociale dont le montant pourrait être réduit. Ceci laisse à voir la faible disposition des Français à accepter, au-delà des positions de principe, une baisse concrète d'un quelconque mécanisme de redistribution.** Notons d'ailleurs que cela inclut également les prestations critiquées par certains en raison des abus dont elles feraient l'objet (minimas sociaux, assurance chômage). Dans le détail, la part des Français favorables à une baisse des minima sociaux, des allocations familiales, des allocations logement et de l'assurance chômage oscille entre 47% et 43%. **En ce qui concerne l'assurance maladie et les pensions de retraite et d'invalidités, la résistance est même massive puisque respectivement 83% et 90% des Français expriment leur attachement à ces prestations et leur refus de les voir réduites.**

De manière relativement attendue, **le clivage partisan s'avère prégnant sur cette question avec une meilleure disposition des sympathisants de droite** à l'égard d'une contraction des minimas sociaux (62% contre 47% en moyenne), des allocations familiales (54% contre 46% en moyenne), des allocations logement (59% contre 45% en moyenne) et de l'assurance chômage (55% contre 43% en moyenne). Les catégories socio-professionnelles supérieures constituent elles aussi une catégorie auprès de laquelle une baisse des prestations sociales se révèle fréquemment plus acceptée : c'est le cas pour les allocations familiales (55%), auxquelles elles peuvent prétendre mais qui sont certainement moins essentielles à l'équilibre de leur budget, et des allocations logements (55%), prestation à laquelle elles sont souvent non éligibles.

Auprès des personnes appartenant aux catégories sociales supérieures, et dans une moindre mesure des sympathisants de droite, l'hypothèse d'un déremboursement accru des actes médicaux (respectivement 25% et 22% d'adhésion) et d'une réduction des pensions de retraite et d'invalidité (20% et 12%) trouve certes un soutien plus important mais toujours très limité attestant une nouvelle fois du caractère quasi intouchable de ces deux mécanismes.

... tandis qu'une hausse des impôts ciblés fait davantage consensus

Si aucune baisse de prestation sociale ne fait réellement consensus, en revanche, **certaines marges de manœuvre émergent en ce qui concerne une hausse des recettes fiscales, mais uniquement si celle-ci concerne les impôts ciblés : 65% des Français considèrent une hausse de l'ISF comme devant constituer la première pierre de la réforme fiscale**, et l'on note d'ailleurs que cette idée a progressé de 8 points par rapport à 2010. De même près d'un Français sur deux (47%) opte pour une augmentation des impôts sur les bénéfices des sociétés. **En revanche, une réforme axée sur les impôts à large assiette (impôts sur le revenu, impôts locaux et TVA) s'avère peu souhaitée et susciterait sans aucun doute de fortes levées de boucliers dans l'opinion.** Certes, 37% des interviewés verraient d'un bon œil la généralisation de l'impôt sur le revenu à tous les ménages (score sans doute fortement corrélé au fait d'y être ou non soi-même assujetti). Mais, au-delà de cet élargissement de l'assiette, le principe d'une hausse de la TVA (13%, soit tout de même une hausse de 6 points par rapport à 2010), de l'impôt sur le revenu (7%) et plus encore des impôts locaux (1%) constituent des hypothèses de réforme largement écartées par l'opinion. **Ainsi, les Français se montrent largement désireux de ne pas être eux même concernés par une hausse d'impôts.**

Au-delà des modalités d'application concrètes de la réforme, on relève également un témoin assez net de l'acceptation accrue à l'égard d'une réforme fiscale : à l'issue de la séquence électorale, les Français ne sont plus aujourd'hui que 4% à estimer qu'aucun des prélèvements testés ne doit être augmenté contre 12% en janvier 2010.

Le détail des résultats par catégorie sociale laisse à voir des jugements ancrés sur la défense de ses propres intérêts, c'est-à-dire tendant à rejeter sur autrui le poids d'une hausse de la pression fiscale : les CSP+ privilégient davantage que la moyenne une généralisation de l'impôt sur le revenu (43% contre 37% en moyenne) lorsque les CSP- accueilleraient très favorablement une hausse de l'ISF (77% contre 65%) et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (53% contre 47%). Le clivage partisan se révèle en cohérence avec ces résultats par CSP : la hausse de l'ISF et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sont largement plébiscitées à gauche, et en particulier par les sympathisants du Front de Gauche (88% et 75%), tandis que la généralisation de l'impôt sur le revenu recueille des scores majorés auprès des sympathisants UMP (53% contre 37%). Notons pour finir que le caractère prioritaire d'une hausse de la TVA, pourtant défendue par l'ancienne majorité au travers du projet de TVA sociale, ne convainc que 29% des proches de l'UMP.